

Samedi 26 novembre, après-midi

Débat thématique

Déroulement

- Les systèmes assuranciers en France et en Suisse
- Nature et Progrès pratique un système alternatif à Ecocert depuis le début des années 2000. Emmanuel Antoine interviendra pour expliquer les actions de l'association Minga.
- Le Colibri de Caen
- Arpe expliquera la mise en place du SGAP en Basse Normandie.
- Bâtiment durable armoricain
- L'ASCNI (Analyse des Systèmes Constructifs Non Industrialisés)
- Sortir de l'industrialisme

Les systèmes assuranciers / comparaison des vertus helvétiques et des défauts français

Olivier Krumm

Olivier précise en préambule qu'il ne pratique pas l'helvétisme et qu'il veut bien discuter à la pose apéritif du contenu des coffres et de la propreté des mains sous les gants.

A l'origine il s'agit d'une réflexion sur la garantie décennale. Les ponts et chaussée ont sorti un guide comparatif des systèmes assuranciers européens. La France est isolée dans le tout assuranciel. La Suisse est dans un système contractuel. L'Angleterre pratique d'autres systèmes.

En France, l'assurance est obligatoire depuis la loi Spinetta en 1978 qui impose la garantie décennale sur les ouvrages pour les constructeurs. Ce système met les assureurs en position de contrôle. Il y a 3 ou 4 assureurs qui se partagent les assurances en garantie décennale et il y a des processus de validation des produits qui peuvent être couverts. Les savoir-faire ne sont pas pris en compte dans ce système au profit des produits. Les certifications de produits sont difficiles d'accès particulièrement pour les petits fabricants.

A l'origine il y a une loi plutôt bienveillante mais elle entraîne des problèmes systémiques. C'est comme pour la finance il ne s'agit de condamner telle structure, quand le système induit de lui-même des abus. Remettre en cause les systèmes et pas les acteurs. La décennale induit une certification des produits via les avis techniques. Il y a des conséquences importantes sur les coûts de la construction. L'assurance dommage ouvrages est obligatoire pour tous les maîtres d'ouvrage et la décennale pour tous

les concepteurs et constructeurs. Par comparaison entre deux chantiers en France et en Suisse, les assurances ont coûté 4000 euros en Suisse et 350000 en France. Partant de ce constat on peut se faire des alliés inattendus.

Cette pratique de l'assurance décennale, on en voit l'aberration dans la mesure où elle déresponsabilise les entreprises qui ont tendance à utiliser des produits prêts à l'emploi. En Suisse s'il y a un problème sur le chantier, l'entreprise est obligée de revenir pour réparer. Le système suisse permet aussi de garantir la pérennité des entreprises, il y a aussi un suivi précis dans créateurs d'entreprises. Le système français a plutôt tendance à favoriser le tissu industriel au détriment des pratiques artisanales.

Cette fabrication de la question de l'assurance, c'était créer les conditions de l'acceptation sociale de l'industrie et du commerce au loin. On se sent un peu mieux protégé...

Comment ça se passe en Suisse ?

Les entreprises ont une responsabilité civile. Leur ouvrage n'est assuré que par le contrat. En pratique, pour rassurer les maîtres d'ouvrages, on retient 10% sur le montant des travaux pendant 2 ans. Ces 10% sont récupérés dans le cas de non sinistre.

Du côté français, on a une usine à gaz faite par

et pour les assureurs, le système français est le meilleur système au monde... pour faire de l'argent aux compagnies d'assurance. En réalité ce système protège moins bien les usagers. Le marché pavillonnaire à la qualité constructive douteuse et à moindre coût est favorisé par ce système, ce n'est pas le cas en Suisse. Les entreprises sont mieux responsabilisées en Suisse.

Ce qui a été mis en place avec la DHUP c'est l'identification de blocage au développement des matériaux bio-sourcés. Deux actions ont été définies comme pilotes :

- mettre en place un cahier des charges pour la rédaction d'un document comparatif des systèmes assuranciers en Europe action 18c (18a manuel des actions d'assurance français, 18b rapport de comparaison qui vont dans le sens du poil, 18d grille d'évaluation de l'analyse d'acceptation ou de rejet d'assurance, 18 e et f menées par les Compaillons pour des groupes de dialogue permanent avec les assureurs, cette action a été refusée par les assureurs),
- préparation d'un courrier pour différents acteurs potentiels qui pourraient apparaître dans le comité de pilotage

Le système de garantie et d'amélioration participative

Au sein de Nature et Progrès c'est le groupe de la Lozère qui a commencé à faire des visites chez les gens qui demandaient la mention. Les COMAC sont un mélange des consommateurs, des utilisateurs et des producteurs. C'est une vision plus globale et moins systématisé, un regard plus complet et plus humain. Les visites sont devenues le moteur de la vie de groupe sans flicage, le cahier des charges a été oublié puisqu'ils sont allés bien plus loin que lui en allant vers l'aide à la personne et l'amélioration. Chacun se forme sur le tas, les expériences des uns servent aux autres, c'est un système inclusif et non exclusif.

Lors de Batimat il y a eu un accord pour créer un nouveau label Grenelle qui serait une des conditions pour donner droit à l'écoPTZ. Ce label sera donné par Qualibat et sera obligatoire à partir de 2014.

Souad : la mise en place d'un cahier des charges : est-ce que les maires des communes concernées sont impliqués ?

Grenelle : "harmoniser et renforcer les exigences des signes de qualité" !!!

Jean-Luc : se référer à un rapport en anglais à diffuser largement, fait par les Ponts et Chaussées

Yannick : faire la distinction entre techniques courantes et non courantes et dans les techniques courantes entre celles qui relèvent des DTU qui correspondent à des savoir-faire et celles qui relèvent des AT pour la mise en œuvre de produits.

Alain : est-ce que les courriers vont vraiment être faits ?

Nicolas : où va l'argent de la DO ?

Vincent : aux assureurs, pardi !

Isabelle : tous les assureurs sont réassurés chez des réassureurs et ce sont les réassureurs qui font bouger les assureurs par exemple par rapport à l'automobile. On ne peut pas couvrir une assurance qui favorise la consommation de carbone, une assurance en fonction du nb de kilomètres faits par an, pourquoi ne pas imaginer la même chose avec les bâtiments peu consommateurs.



L'expérience MINGA

Emmanuel Antoine

• MINGA est une association née en 1999 en réaction à ce qu'à l'époque on appelait les « êtes de réseau » et pour redonner de la place dans le débat public à la question (qui reste un questionnement) d'un commerce équitable et de la fixation d'un prix juste entre des tiers. Pour nous un prix juste, ça n'existe pas, cela reste encore et pour longtemps une intention. En revanche, occulter la question de la rémunération des intermédiaires et en particulier du commerçant, c'est réduire l'approche économique de l'équité à deux extrêmes, l'approche caritative d'un côté et de l'autre, l'approche « marketing éthique ». Dans les deux cas, la gestion symbolique prend inévitablement le pas sur la rigueur, l'intégrité et l'innovation économiques requises.

• Notre premier objectif, c'est, en remettant en cause une approche dogmatique du commerce équitable défendu par un « clergé » d'experts en « équitable » rétribués par les pouvoirs publics, d'ouvrir un espace qui valorise ceux qui assument leur engagement professionnel et financier à travers un engagement commercial, que cela soit sur une filière commerciale longue ou courte et qui assument les contradictions inhérentes à toute initiative économique se confrontant au capitalisme. Nous écartions des approches qui idéologisaient la pratique et qui mythifiait son fondateur, mais qui se tapait complètement de savoir s'il est rétribué et de quelle manière il produisait cette rétribution. Un parfait sujet qui sert aux multiples barnums du développement durable, pour illustrer par une parole « vraie » et authentique de l'acteur de terrain qui légitime les professionnels du développement et autres « experts » en changement, les demis savants (militants dans les milieux scientifiques ou scientifique militant dans les milieux militants), ceux qu'Hannah Arendt décrit dans son livre « du mensonge à la violence » comme les « spécialistes de la solution du problème » en précisant ce qu'ils ont commun avec « les menteurs purs et simples : ils s'efforcent de se débarrasser des faits et sont persuadés que la chose est possible du

fait qu'il s'agit de réalités contingentes », « totalement inconscients de l'existence d'une limite absolue autre que psychologique »

• Partir de l'examen des pratiques professionnelles c'est donc ipso facto récuser le commerce équitable comme un dogme que l'on doit appliquer, un cahier des charges auquel on doit se soumettre. Ce positionnement de recherche de cohérence professionnel était donc en désaccord avec deux orientations du commerce équitable finalement assez complémentaires :

- l'une réduit uniquement à la seule amélioration des conditions des producteurs pauvres des pays du sud, en occultant toutes les médiations nécessaires pour qu'un produit soit vendu ici. En gros, cette approche défend un commerce équitable a-commercial qui refuse d'aborder la question de la rémunération du travail du commerçants dont l'activité doit être assumée soit par des bénévoles, soit par des emplois aidés, mais qui ne doit pas être rétribuée sur la base de l'activité commerciale.

- l'autre considère que la « démocratisation » du commerce équitable passe par une « certification » dite « indépendante » de produits vendus dans les rayons des grandes surfaces, mais qui refuse d'examiner les pratiques commerciales pour le moins inéquitables de ces points de vente. L'augmentation des volumes de vente par la distribution en grande surface justifiée au nom de l'amélioration du sort des populations, trahit la nature des objectifs défendus d'amélioration des conditions vie des producteurs (culture d'exportation au détriment des cultures vivrières, perte d'autonomie et de souveraineté alimentaire des communautés par spécialisation de l'activité artisanale, folklorisation de l'activité culturelle,...). Le passage du commerce équitable au commerce de l'équitable est la forme la plus perverse du capitalisme qui fait de ces externalités négatives, des produits dérivés en réduisant un engagement politique en argument de vente.

- L'une comme l'autre ont en commun de défendre une approche tiers mondiste, enracinée dans une culture coloniale issue de la III^e République (cf Pascal Blanchard). L'autre différence, et elle est de taille, c'est que d'une part pour nous le commerce équitable est un moyen et pas un objectif, et que l'on ne peut pas dissocier la question d'un commerce équitable à la question des modes de production et du contrôle des moyens de production par ceux qui travaillent, les tiers, les communautés avoisinantes. On ne peut pas réguler les échanges commerciaux sans en même tant examiner la question des moyens de production. Réguler le commerce quand les gens n'ont rien çà ne change pas grand chose.

AFNOR, le lieu de la confrontation.

- Autant vous le dire, nous n'étions au départ pas très chauds pour participer à ces travaux liés au commerce équitable, d'une part parce que nous considérons que les questions d'un commerce équitable, cela relève plus d'une question de régulation et que d'autre part un acheteur aussi bienveillant soit-il, n'a pas le droit de parler au nom des intérêts de ses fournisseurs, n'a aucune légitimité pour les représenter.

L'autre difficulté, et elle n'est pas des moindres, c'est de trouver quelqu'un pour nous représenter dans ces travaux. Au regard de la faiblesse de nos moyens et du fait que la plupart de nos membres sont le nez dans le guidon cela n'a pas été une mince affaire. Enfin c'est trouver un mandataire qui reste mandataire et ne se prene pas la grosse tête en se prenant pour un « expert » pour finir par oublier les intérêts qu'il doit défendre. Au passage, il y a intérêt à considérer que nous sommes tous vulnérables face à cela, et bien nous organiser collectivement, pour ne pas être pris au piège de négociation dont les enjeux du débat sont jamais révéler explicitement.

Au début, je dois vous avouer que l'on n'y comprenait rien et que normalisation, certification, garantie, labellisation, tous ces termes se confondaient dans notre tête.

Ce que l'on a vite découvert, c'est qu'il y a justement toute une série d'experts qui entretiennent cette complexité pour justifier de leurs interventions auprès des entreprises.

- Je dois aussi vous préciser que la motivation de « normalisation » du commerce équitable vient au départ d'une commande politique du secrétariat d'Etat à l'économie solidaire, pour soit disant éviter les « déviations » du commerciale équitable liées à la popularisation de la notion. Il n'était donc pas très facile d'identifier la nature des intérêts autour de la table. A titre d'exemple, l'objet même du domaine d'application de la norme «qu'est ce qu'on normalise» a fait débat pendant plus de deux ans.. Traduisant bien au passage que justement la commande politique n'est pas aussi politique que cela...

Le représentant d'Ecocert présent dans nos travaux faisant souvent le parallèle avec l'histoire de la certification de l'agriculture biologique, avec une arrière pensée, à peine voilée, de lancer un nouveau produit.

- C'est à cette époque que nous nous sommes rapprochés de l'association « Nature & progrès » pour avoir une autre version de l'histoire de la bio et de sa garantie et prendre connaissance de leur Système de Garantie Participative, dont certains de nos membres avaient déjà eu connaissance dans le cadre de leurs échanges internationaux avec des organisations paysannes d'Amérique latine.

- Nous écartant de la certification par tiers dite « indépendante », nous avons vite perçu le caractère très relatif de l'indépendance de la certification en examinant qui compose la COFRAC. La certification est un business qui conforte des oligopoles dont l'objectif n'est pas d'améliorer des pratiques professionnelles, mais de contrôler la mise en marché. En confortant des oligopoles, cela représente donc un frein à l'innovation et la recherche

Changer les rapports marchands et non établir une niche de marché : nous avons pris conscience de l'impasse dans laquelle nous nous trouvions, vis à vis d'intérêts qui n'abordent pas la norme comme un moyen, mais une finalité, qui considèrent que la recherche de cohérence entre le dire et le faire comme un supplément d'âme, qui se soumettent aux réalités économiques, plus ou moins complaisamment, à défaut de s'y confronter.

Nous avons en 2008, suite à une rencontre sur le thème des SGP, avec vous ecobâtir, N&P, les simples, areso, les biodynamistes, nous avons signé document « Contre la consommation dirigée, Pour une démarche citoyenne ».

<http://www.minga.net/spip.php?article1>

DU SGAP au SCAF

(Système Citoyen d'Analyse des Filières Economiques)

- La dimension système est liée à la volonté d'imposer des étapes et des procédures nécessaires à respecter. Le Sgag n'est pas à une boîte à outil où chacun pourrait piocher ça et là les éléments selon sa convenance et ses intérêts.

La dimension participative est le droit que nous nous accordons à démocratiser les procédures de certification. Nous souhaitons combattre la logique de confiscation de l'expertise par des officines privées seuls observateurs possibles, seuls dépositaires autorisés des données de l'enquête. Nous considérons au contraire que les problèmes économiques et sociaux contemporains peuvent faire l'objet d'un croisement des regards garant d'une objectivation des données.

Avec nos membres importateur et leurs partenaires internationaux, nous avons ouvert un chantier sur la mise en place de SGAP. Les premières rencontres ont conduit à insister sur l'importance de l'amélioration des pratiques professionnelles et sociétales pas seulement les questions de garantie en terme de marché. Le groupe en charge de ce chantier a décidé de rajouter un A aux SGP.

Porter par des membres de MINGA, le SGAP est une démarche volontaire expérimentale qui n'est pas conditionnée à l'adhésion à MINGA. Il fonctionne de la manière suivante :

> Autoévaluation

renseigner une Grille d'auto-évaluation qui comporte 230 questions et six chapitres. Inviter ses fournisseurs et le cas échéant ses clients à faire de même.

> Mise en forme de l'auto-évaluation

À partir des informations collectées dans la Grille d'auto-évaluation, un document de

synthèse, sous la forme d'un livret d'évaluation, est créé afin de transmettre les informations recueillies sous une forme facilitant la compréhension des enjeux de l'activité de la filière : ses opérateurs tout le long de la chaîne, les salaires et leur échelle, les coûts de la vie selon les régions concernées, le rapport à la biodiversité, l'emploi de produits chimiques, etc

> Commission d'évaluation

Une commission d'évaluation est constituée d'opérateurs de la filière et aussi de citoyens de tous horizons et qui n'ont aucun intérêt économique, financier ou politique dans la filière analysée. Cette commission se réunit une journée, questionne, discute et analyse le fonctionnement de la filière. Elle formule un ensemble de conclusions, mais aussi d'améliorations des pratiques sociales, économiques, environnementales, ou autre

> Publication des informations et éducation populaire

Les informations recueillies et analysées collectivement sont ensuite publiées sur le site internet du SCAF : présentation des opérateurs de la filière et des principales informations sur la filière, et publication des conclusions de la commission.

Après de longues discussions le groupe en charge de ce chantier a décidé d'abandonner la question de la garantie, pour renforcer l'évaluation et la compréhension mutuelle en terme de pratique professionnelle et commerciale. La notion de garantie enfermait les échanges dans une relation consumériste de « promesse commerciale » / « justification de la promesse » qui déresponsabilisait en entretenant une relation d'une offre qui exonère le client de la compréhension des contraintes de production et de commercialisation.

L'abandon de la garantie, n'induit pas l'abandon d'exigence de recherche en commun d'une cohérence professionnelle

Première exigence : lever la question du secret commercial par un accès à des données (et non des simplifications bienveillantes !)

• L'accès à des données économiques et sociales compréhensibles au-delà des symboles et des slogans. En gros, cela veut dire mettre le bilan, le compte de résultat sur la table ainsi que la DADS . Nous devons garantir une information qui permettra aux personnes de construire leurs propres jugements. Si les processus de garantie reposent sur un secret de l'information de l'enquête le Sgap doit participer à lever le voile de ce secret. La transparence doit être une exigence réciproque, n'ont pas liée à une suspicion, mais un gage de confiance et de compréhension mutuelles. Elle induit le fait également qu'elle ne soit pas totale et que certaines données ou informations soient cachées notamment en raison des savoir faire, des informations sensibles mettant en péril des bien et des personnes.

Deuxième exigence : permettre des comparaisons.

• Faire en sorte que le niveau d'information soit comparable entre acteurs d'une même filière commerciale, et apprécier les éléments en fonction des données sociales et fiscales du lieu où s'exerce l'activité.

Troisième exigence : rendre public pour engager un dialogue sur la cohérence entre les objectifs sociaux que poursuit l'entreprise et la manière dont est conduite son activité commerciale.

Aujourd'hui, les filières analysées sont : Guarana, Cacao, Sucre, Poterie culinaire, Cidre, Jus de fruit, elles ont mobilisé 5 membres de Minga (saldac, ANDINES, RDV, Perche activité,

Discussion :

Minga a été créée en 1999 autour d'importateurs et détaillants mal à l'aise avec la notion de commerce équitable et qui voulaient s'émanciper des acteurs incontournables. En plus, ce réseau souhaite relégitimer des professionnels qui prennent des risques pour tenir une cohérence entre une activité commerciale et un objectif social avec des acteurs qui vont des producteurs aux distributeurs et tous les intermédiaires.

Très vite Minga a été confronté au problème de

la normalisation du commerce équitable, on a tiré à la courte-paille au départ pour savoir qui irait dans les réunions avec l'AFNOR. La 1^e difficulté est de comprendre l'univers du système normatif. La 2^e est que l'AFNOR vous qualifie d'experts, ce qui peut monter à la tête 'expert du commerce équitable et du juste prix'. Il y avait plusieurs consultants, au début on y comprenait rien, la 1^e question c'était on normalise quoi, il a fallu 1 an pour le savoir. En plus il faut passer des journées entières. Il y a aussi des problèmes de terminologie, nous voulions parler de clients et non de consommateurs car il ne peut y avoir de commerce équitable sans commerçant afin de ne pas mettre en scène le petit producteur comme argument de vente. Il y a des champions issus de grandes écoles très forts pour transformer des enjeux politiques en objectifs de vente.

Bataille de terminologie, pour sortir le terme de 'défavorisé', aussi la question de la technique. Etes-vous capables de rentrer sur une traçabilité économique du produit ? La réponse : les consommateurs ne comprennent rien, il vaut mieux leur donner un logo ! Au bout d'un moment ça se dégrade, il faut comprendre la nature des intérêts, il y a des alliances paradoxales par exemple avec la répression des fraudes.

Notre 1^{ère} découverte fut avec ce partenaire en tension qu'est Max Havelaar : nous avons compris que c'était une marque et pas un label donc un abus de langage. On avait des gens proches de nous mais pas à l'aise, Ecocert, prêts à monter un cahier des charges hyper bordé. Le pouvoir public disait : il faut que le commerce équitable soit comme la bio d'où notre rapprochement de Nature et Progrès. On a pu analyser pourquoi nous ne voulions pas de la certification. Ecocert c'est la Cofrac, un réseau de police qui ne correspond pas à notre engagement. Nous ne voulions pas faire de notre engagement un argument de vente, il nous paraissait important d'être avec des artisans et valoriser les métiers plutôt que les produits.

N et P nous ont parlé de leurs grosses inquiétudes sur l'évolution de l'agriculture bio. On est tombé dans les travers de rédiger un cahier

des charges mais la perversion c'est qu'on devenait des laboratoires de recherche de ce que l'on souhaite combattre. C'est là que le rapprochement avec N et P nous a beaucoup aidé sur la valorisation des savoirs, des territoires et le rapprochement des acteurs. Avec les SGP on sortait des enjeux d'experts. Ce sont aussi des débats que l'on a eu avec les producteurs latino-américains dont certains syndicats étaient franchement hostiles (l'expert du nord va dans l'hôtel du sud pour vérifier le travail du paysan du sud). Nos interlocuteurs ont eu des réserves sur les SGP parce qu'ils souhaitaient un soutien sur l'amélioration des pratiques (d'où le A).

Ces derniers temps on s'est posé beaucoup de questions sur la notion de garantie qui induit une déresponsabilisation. On peut arrêter de prendre le client pour un gosse, on peut créer des lieux qui permettent de partager des pratiques. C'est devenu un SCAF (système citoyen d'analyse des filières économiques). Les normes venaient à dépolitiser nos engagements. La nature de nos actions sont dans la régulation, il faut agir sur les lois, il faut politiser ce que l'on défend et agir dans la société. Il y a une confusion savamment entretenue entre la loi et la norme. Faire avancer la question du droit. Il faut inverser la logique de celui qui améliore une pratique et qui doit en payer le prix. Ne pas travailler par unité d'entreprise mais par filière, avec le gré à gré, en cherchant à faire des convergences professionnelles.

Pratiques : bilan et compte de résultat sur la table, discussion sur les revenus, fluctuation économique, trésorerie, la demande des acteurs c'est de travailler sur une évaluation des pratiques et les problématiques de mise sur le marché

SCAF : grille d'auto-évaluation avec un travail pédagogique afin d'éviter la solution de payer un expert, voir ce que la grille d'évaluation va lui apprendre sur sa propre pratique, passer au scanner leur propre pratique, échange entre eux et leurs fournisseurs et les clients, commissions d'évaluation comme la COMAC qui discute de la nature d'une promesse, comment la personne tient une cohérence entre son objet social et sa production. Ce système couvre aujourd'hui 7 filières.

On a décidé de ne plus utiliser le terme équitable, on ne sépare pas le mode de diffusion des modes de production. On est pas de la même famille que les labels commerce équitable, on a pas voulu jouer dans le registre des purs du commerce équitable contre les autres, pragmatiques. On a toujours contesté la stratégie volume, il est scandaleux que des gens se mettent à la place des producteurs par qu'ils sont intermédiaires. Les situations coût/volume ont fait des dégâts monumentaux dans les filières alimentaires. Il y a eu des retournements de situations, la crise de 2008, émeutes de la faim, des rizières certifiées bio gardées par des militaires à cause des émeutes de la faim.

Pas de label, pas de tampon.

Oui mais quelle lisibilité pour le client ?

On s'adresse à l'intelligibilité des gens. Les bio-coops jouaient aux patrons mais il y a baisse de fréquentation, donc maintenant ils veulent rentrer en dialogue. On veut responsabiliser les acheteurs : participez à nos systèmes d'évaluation pour vous réapproprier l'économie ! On est une organisation professionnelle et politique. Pour le client ? On a pas beaucoup de points de vente, ils sont disséminés mais la qualité de nos produits crée des alliances professionnelles qui ouvrent des marchés importants.

Il y a aussi des expériences en France : jardins urbains à Quimper. Confrontation à des plans d'aménagement merdiques avec caméras de surveillance. Il y avait une précarité des jeunes, il faut taper dans la butte pour relier les sujets et éviter de les traiter de manière séparée. On fait une initiative avec Droit au Logement, on fait un truc sous terre !

On souhaite aborder la question de la ville qui est en train d'échapper à ces habitants. On est trop petit il nous faut des alliances. Peu de prise de questions y compris sur l'urbanisme.

Comment localement arrivez-vous à travailler dans l'indépendance des pouvoirs politiques locaux ?

En Colombie se pose aussi la question de la sécurité des personnes, comment on protège le gérant de la coopérative qui va être placé sous des pressions, ceci relève aussi des enjeux de la sécurisation d'une filière.

Le label clôt le débat, comment transmettez-vous cette information ? On est dans une relation de l'humain à l'humain. Concrètement, à Poitiers sur un circuit court on a mobilisé 80 agriculteurs du coin, c'était au départ mal pris par les restaurateurs, on a engagé une discussion sur moins d'étiquette plus de métier pour retrouver le plaisir du gré à gré. Il discutait des problématiques de métiers sur la fiscalité, le foncier, il y a du coup une convergence de compréhension. Ils commencent à délirer sur la mise en place d'une conserverie artisanale

et se rendent compte que la clientèle est sensible sur cette question de la relocalisation. C'est aussi un projet en cours en Basse-Normandie mais les producteurs demandent à être labellisés en AB parce qu'ils peuvent le vendre plus cher.

Marie : Marché en gaulois se dit 'magos' carentomagos le marche des amis, les gens qui sont chers les uns aux autres, les marchands gaulois sont des amis et non des pillards pour un commerce entre des gens appelés à s'entendre.

Le Colibri de Caen

Clément AB la part du Colibri

Le label AB peut faire peur en restauration, il y a un gros travail de pédagogie. On travaille avec une vingtaine de producteurs locaux. La dérive du label AB est flippante. Comment passer outre ce label et comment l'expliquer.

Projet d'un SGAP pour le bâtiment écologique en Basse Normandie

Vincent de l'ARPE

Les matériaux locaux normands sont très variés. Il y a des difficultés d'utilisation de ces matériaux par les artisans. Du coup, ils sont réservés aux auto-constructeurs. Comment valoriser ces filières ?

Comment on s'y est pris ?

D'abord se faire une culture commune pour savoir ce que l'on entendait par ces SGAP ainsi que sur le système assurantiel. Ensuite on a travaillé à la rédaction de grilles d'auto-évaluation par filière. On est bien à chaque étape de la vie du matériau et de sa production avec tous les acteurs jusqu'à l'utilisateur qui peut donner son évaluation a posteriori.

Le matériau il n'est qu'une fois mis en œuvre et c'est l'artisan qui est le transformateur.

Autre difficulté, convaincre tous les acteurs de s'engager dans cette démarche. Quels intérêts ? Il y a un guide régional qui a été édité sur les matériaux bio-sourcés. L'entrepreneur a besoin d'être assuré sur son travail. On est allé les voir, on n'a pas eu de réponse de la plupart d'entre eux. Les contacts sont réservés et les SGAP ne leur plaisent pas parce qu'ils n'ont pas compris qu'on est là pour les aider

dans leur évaluation du risque. Eux ils assurent les artisans mais pas les matériaux, il faudrait trouver un pendant sur une entité qui assure le matériau ce qui est absurde car le matériau n'existe que par l'artisan. L'idée n'est pas de valider une filière mais des pratiques. Il est intéressant d'aller sur de l'innovation et les pratiques feront que demain on pourra assurer des techniques.

Les questionnaires sont différents pour chaque filière.

Le principe est d'apporter des garanties ou une visibilité pour les assureurs.

Gwénolé : Projet d'une mutuelle similaire aux motards en colère.

Il y a un potentiel pour créer ces mutuelles qui représentent des masses importantes d'argent.

Annie D : En 2003 il y a eu des tentatives de mutuelles pour les patients en homéopathie.

L'expérience a eu d'énormes difficultés.

La question de la C2P c'est la question de la validation et du contrôle. La mutuelle c'est payer quelqu'un qui fait le boulot à la place des mutualistes.

La DO pour les autoconstructeurs se pose aussi. Il y a eu des rencontres avec la NEF

Nicolas M : quels sont vos outils pour pérenniser l'organisation ? Que se passera-t-il dans le temps ?

Vincent : Il y aura bientôt une communication sur le SCAF.

Jean-Luc : le contrôle participatif, je pense à la mutuelle irlandaise. C'est au niveau des groupes locaux qu'il y a une évaluation par les pairs, ce qui permet une évaluation de la prise de risque.

Marie-Colette : les entreprises suivant les corps d'état ne sont pas assurés en décennale mais en biennale ou sur cinq ans alors que l'architecte est assuré sur 10 ans. Dans l'ancien, les artisans peuvent travailler sans assurance dans la mesure où ils ne touchent pas à la structure.

John : c'est une nouvelle culture qui naît aujourd'hui

Intérêts des SGAP :

- convaincre les assureurs sur les filières locales
- effectuer une validation des chantiers par des professionnels
- valoriser les filières locales sur des critères communs

Vincent R : Comment rendre des comptes ? Le problème c'est le contenu

Isabelle : nous pourrions mutualiser les expériences de chacun sur ce qui a pu être assuré

Alain : on est dans un gros borbier et les solutions proposées ne garantissent rien.

Vincent projet avec l'ASCNI :

Projet initié en 2004 avec le Centre Social des Travailleurs du Bâtiment.

Discussion avec Minga : on a à rendre compte de bâtiments qui doivent être stables avec des contradictions entre des techniques patrimoniales et les normes.

L'étude a été faite sur le chanvre, la terre et terre/paille.

D'abord c'était une analyse de ce qui existe en termes de données sur les matériaux avec des études complémentaires. Essais faits avec des vraies terres de chantier ce qui a apporté un fuseau sur les matériaux de chantier. On a amené un processus.

Ça s'est arrêté là !

Alors on est revenu à la charge parce que les industriels ça ne les arrangeait pas que certains puissent passer outre les démarches de certifications. On a alors lancé des tests de chantier. Processus : de la conception à la réalisation.

Comment on atteste que les gens qui mettent en œuvre sont compétents ? Pour ceux qui mettent en œuvre depuis 20 ans pas de problème mais pour les nouveaux, il faut la certification mais aussi attester la compétence. Ce que fait le RFCP maintenant en validant les formateurs et la formation. Une fois que l'on a attesté la compétence, à qui on donne les infos ?

L'idée est de mettre en place une méthodologie. Les résultats ne sont pas encore consultables.



Le Bâtiment durable armoricain (BDA pour les intimes)

Jean-Luc Leroux

C'est une démarche qui est effectuée sur les blocages de l'urbanisme non réfléchi à partir de 2006. On s'est rendu compte que cela pouvait déboucher sur un outil d'analyse des PLU. On est allé voir ce qui avait pu se faire ailleurs en défensif. On est allés rapidement vers un outil qui permette d'orienter des choix.

BDA méditerranéen, on a essayé de faire copains avec eux mais autant le projet initial était le même autant la dérive BDM qui essaye de faire entrer les majors dans le circuit n'était plus compatible. BDM se targue d'être un SGP réservé aux professionnels, nous nous targuons d'être un SGAP (voir le glossaire à faire pour les traductions).

Désertabilité : l'appropriation des projets par ceux qui vont en subir les conséquences.

Participation en 4 pôles avec des groupes locaux, examen collectif de la pertinence d'un projet et des choix.

Problème : qu'est-ce qu'on appelle bâtiment durable ? On a souhaité botté en touche afin de se concentrer sur les actions, il existe une définition onusienne en 27 critères. On évacue le débat, l'ONU en a parlé, on peut donc passer à l'action. On a développé une méthodologie. L'APS (voir le glossaire pour ceux qui connaissent pas) n'est plus la première phase, on commence à l'émergence du projet, 7 critères (gouvernance, social, environnement, techniques, santé, cycle eau et déchets, énergie globale) l'énergie arrive en dernier parce que la gouvernance est première puis l'intensité sociale avec la défense de l'économie endogène, etc.

Cet outil a été pris en compte par des collectivités qui ont saisi la pertinence de l'outil.

Après l'APS, on vérifie en phase PRO que le projet a conservé les objectifs définis préalablement. Le suivi dans le temps est aussi important avec des indicateurs citoyens, factures d'eau et d'électricité...

Le grand danger qui nous guette c'est d'arriver à une usine à gaz avec des centaines de critères. On réfléchit sur les indicateurs les plus pertinents qui seront suffisants pour produire du projet intéressant.

Le SGAP intervient là-dedans par l'organisation en groupes locaux, le projet remonte de la base. Les indicateurs doivent être un peu moins obscurs que les indicateurs habituels type FDES.

Démarche initiée suite à un travail sur les points de blocage dû à l'urbanisme non réfléchi. Faire un outil d'analyse des documents d'urbanisme et trouver les points de blocage. Travailler un outil d'amélioration plutôt que de défense pour créer du discernement et permettre d'orienter les choix.

Echange au départ avec B. D. Méditerranéen, mais finalement leur tendance étant de s'orienter vers les systèmes industrialisés, impossible de travailler avec eux. BDM se veut un SGAP, mais réservé aux pros, trop proche des industriels... = Dérive.

4 Pôles retenus :

- Légitimité (des élus)
- Légalité (des contrôleurs)
- Faisabilité (des acteurs de la mise en œuvre, des banquiers)
- Participation au projet des personnes qui vont s'approprier les bâtiments

Examens par les pairs : élus, professionnels, usagers.

Ne pas débattre sur la définition de Développement Durable, s'en tenir à la définition onusienne qui contient 27 critères et qui intègre la notion d'intensité sociale dans sa définition.

Rédaction du cahier des charges à l'aune des 27 critères et rédaction du projet sommaire en plaçant l'ordre de priorités suivants : 1 gouvernance, 2 social / intensité sociale (défense de l'économie endogène locale), 3 bâti et intégration dans son environnement, 4 techniques et matériaux (privilégier les filières phyto-épurations et toilettes sèches), 5 santé dans l'habitat, 6 cycle des déchets, 7 énergie globale (thermique), etc.

On en est encore à l'avant projet sommaire, il faudra en phase de réalisation encore vérifier : si les objectifs sont en concordance avec le projet politique ; vérifier le suivi écologique ; effectuer un suivi dans le temps, facile à faire par l'utilisateur : ex : avec sa facture eau - électricité.

Surtout réduire les indicateurs ! Aujourd'hui + de 200, arriver maxi à 50. Trouver quels sont les plus pertinents et en quoi ils peuvent valider la concordance avec le choix politique.

Incitation à la création - Libre choix des indicateurs (softs).

Le système se fait par les groupes locaux et de manière participative. BDA travaille sur le massif armoricain, on pourrait travailler avec d'autres associations proches de la région.

De son côté BDM, que la région PACA ne veut plus financer, s'acoquine avec les industriels et essaie de vendre son travail sous forme de label.... Du coup Effinergie commence à être plus réceptif à la façon horizontale de travailler d'Ecobâtir, comparé à BDM.

Il faut produire plus de discernement de la base vers le haut, avoir un outil de progrès pour démystifier le système du green washing, surtout pas un label de plus, mais un outil de sensibilisation, pour défendre la culture ancestrale et assurer la formation de base des élus en matière d'urbanisme.

Je propose d'offrir le bébé à la Communauté et d'essayer de le faire grandir ensemble.

Questions :

Marie Colette : Comment se passe, dans la gouvernance, la mise en concurrence public quand le maître d'ouvrage impose la mission et le type d'entreprise ?

Jean Luc (JL) : L'outil sera ce qu'on en fait, c'est à vous de vous l'approprier. Il n'y a pas de label, c'est la pertinence du choix, avec dans les critères la possibilité de faire des choix politiques.

Souad : Question à Laurent, lors des assises construction en paille au Gabion le logo de BDM était présent, quels accords il y a-t-il entre BDM et le Gabion ?

Laurent : Ce programme régional oblige d'afficher les logos de tous ceux qui y travaillent.

VR : 2 approches : 1- défendre la culture ;2- approche qui profite au client. Qui paye cette analyse ? Il y a risque qu'en ne fonctionnant qu'avec des bénévoles ils finissent par s'essouffler.

Mikael (de la grée tiez brez) : BDA ce n'est pas un label, c'est un outil de sensibilisation.

John : C'est très important de faire en sorte que le grand public puisse participer aux choix.

JL : Beaucoup de militants mais d'autres personnes aussi sont présentes et il y a une méthodologie de participation.

Emmanuel : C'est un outil formidable de formation des élus sur l'urbanisme.

Alain : Outil intéressant pour réfléchir, c'est probablement plein de défauts et on a des années pour les corriger. De plus ils ont la volonté de rendre leur grille d'analyse évolutive. Il faut qu'on suive cela dans les années qui viennent.

Conclusion sur le SGAP et les assurances :

Suite au travail avec la DHUP, à la réflexion sur la mutuelle d'assurance de l'Arpe et à la réflexion du RFCP sur le sujet :

Gwenole : RFCP travaille sur une mutuelle et Miramap travail sur SGP + finance solidaire.

Samuel : dans quelle mesure le SGAP sera reconnu au niveau de la loi ?

Olivier : il faut convaincre les assureurs que c'est une alternative.

Alain : Monter une mutuelle ne se monte pas en 1/4 d'heure et il faut étudier la loi à ce sujet. Savoir ce qu'on gagne et ce qu'on perd. Quelques personnes du réseau + RFCP, pourrait travailler sur le sujet. Il faudrait peut-être dégager de l'argent pour y travailler.

Vincent Rigassi (VR) : Fausse solution la mutuelle, car l'assureur demande des références vers lesquelles se référer. Il faut plus être sur le processus, comment attester que le travail a été fait en rapport avec le référentiel.

Yannick : Travail à faire entre différents matériaux pour trouver base commune pour un questionnaire commun pour garantie pour l'assureur et pour le client.

Gwenole : SGAP est un processus de validation et il permet d'apporter des éléments pour l'assureur. Il reste à voir si on paye un assureur ou si on fait notre propre mutuelle.

Isabelle : Constituer une banque de données dans laquelle on listerait ce qui a déjà été assuré.

VR : Les assureurs leur ont renvoyé cela et certains chantiers n'ont pas fonctionnés et n'ont pas réussi à mesurer le risque. Les assureurs travaillent à la tête du client d'où l'importance du processus. L'assureur prend en compte ce qu'il sait de la qualité de l'artisan et il est possible d'avoir une assurance pour un chantier unique (exemple de la paille porteuse).

John : Quelle est la sanction si on construit sans assurance ?

Alain : Sanction civile. Pour les entreprises qui sont assurées (Inventerre paye 7000€, pour 7 salariés et 300 000€ de CA)

Pour la terre-paille l'assurance couvre jusqu'à la moitié des dégâts.

Il n'est peut-être pas grave d'avoir une assurance ou non, mais il est difficile d'évaluer le risque. Ce n'est pas sûr que la présence de texte sur la RT de la terre nous sorte de ces problèmes.

Olivier : Le problème est que le maître d'ouvrage ne peut avoir d'assurance dommage ouvrage que si les artisans ont des décennales.

>> Pourquoi ne pas programmer une thématique aux prochaines rencontres ?

L'ASNCI (analyse des systèmes constructifs non industrialisés)

Vincent Rigassi

Techniques environnementales – Interventions patrimoniales

En utilisant des techniques normées on se retrouve en porte-à-faux avec le patrimoine culturel !

On a donc pris les filières : terre crue, pierre sèche, chanvre et chaux, paille.

Pour chaque filière, il s'agit de faire des essais pour connaître valeur en conductivité thermique et pour avoir les caractéristiques sur le produit.

Mettre en place une méthodologie : Analyse de la littérature, valeurs physiques, fuseaux de valeurs. 3 moyens : compétence, processus, qualité.

Essais complémentaires : (pisé, torchis, terre-paille, enduits) avec de la matière présente sur le chantier. Dans le processus essayer de trouver les 2 ou 3 éléments importants. Se baser sur de l'auto-contrôle (balance + volume) avec tests de chantier très simples.

Processus / passages clefs, suivis et renseignés = description du savoir faire.

> Comment attester que les gens qui mettent en œuvre sont compétents, notamment pour les entreprises récentes ?

>> A qui livre-t-on les infos ? Qui les valident ? Combien ça coûte ?

- RFCP travaille en validant le formateur et les formations.
- Les assureurs sont tout à fait d'accord si on renseigne ces éléments.

Vincent : Est-ce que les résultats sont consultables ?

VR : On essaie de faire passer une synthèse sur ce travail, la DHUP devait délivrer les résultats... toujours attendus... On peut envoyer un mail aux personnes travaillant sur le sujet pour qu'ils publient les résultats.

Samuel : SCNU : dans quelle mesure on ne peut pas se baser sur ce travail pour avancer sur des codes de bonne pratique ?

Compte-rendu du colloque « sortir de l'industrialisme »

Alain Marcom

C'est déjà une très bonne chose que ce colloque ait pu se tenir. Ce sujet, qui sous-tend de nombreuses questions stratégiques et pratiques, n'est pas vraiment abordé en général.

Présentation

« Aussi longtemps que nous assimilerons l'évolution de notre société à celle de l'humanité avançant vers un terme à la fois idéal et indéfiniment futur, aussi longtemps que nous verrons, dans nos progrès scientifiques et techniques, la preuve de cette évolution d'ensemble, nous ne parviendrons même pas à imaginer un projet politique nouveau ».

François Partant

Première remarque : l'imaginaire est très important : se défaire du carcan idéologique dans lequel nous sommes limités.

Qu'est-ce que l'industrialisme ?

Socialisme et capitalisme (ou plutôt socialismes et capitalismes ?) ont un fond commun, l'industrialisme, un système dont la production industrielle est le pivot, mais qui ne se limite pas au secteur industriel.

L'industrialisme n'est pas seulement le productivisme. C'est un ensemble cohérent d'habitudes et de processus, incarné dans nos mentalités, dans des objets et dans une organisation de l'espace et du temps.

Est-il dissociable de l'appétit de profit et de domination ? Est-ce qu'il n'assujettit pas tous les champs de la vie humaine, par ses séductions et par une liberté illusoire ? Ne s'impose-t-il pas particulièrement par la violence des conditions de travail et par la marchandisation des rapports entre les hommes ?

Comment sortir de l'industrialisme ?

Ce colloque sera enfin l'occasion de réfléchir à cette seconde question.

Il ne s'agit plus de cerner de nouveaux choix économiques mais bien d'envisager une véritable rupture culturelle, en vue d'une (ré)appropriation du bien commun, de savoir-faire émancipateurs et de la capacité de décider ensemble.

Thème 1 : Qu'est-ce que l'industrialisme, comment le détecter, quel est son fonctionnement, où nous amène-t-il ?

15h30 - Ateliers : 4 Industrialisme, habitat et urbanisation

Alain Marcom, Silvia Grünig, Vincent Rigassi

Samedi 12 novembre

SYNTHÈSE

1. Comment reconnaître l'industrialisme ?

- La collusion Etat-industrialisme est liée à une société hiérarchisée. L'industrialisme est la somme de choix culturels qui ont permis cette société. Existence de groupes sociaux ayant des rapports hiérarchisés.
- Notion de concurrence généralisée, avec cette attitude contradictoire d'une production de plus en plus importante, et l'émergence de nouveaux produits sans arrêt.
- On ne parle que de moyens, mais pas de fins.
- Conséquences au niveau des territoires, on invente les transports. En transport, le très loin est de plus en plus facile alors que le trajet domicile-travail est de plus en plus difficile
- Concentration du pouvoir et des décisions. On établit des normes pour contrôler et maîtriser les productions
- Le travail salarié est général : c'est la fin de l'œuvre, et le règne généralisé du travail prescrit. Nous sommes dépossédés : perte des savoir faire individuels.
- L'artisan, l'ouvrier, perd confiance dans ses objets et sa matière. La relation humaine est en voie de rétrécissement
- Les choix politiques nous échappent. Ils sont loin de nous
- L'esprit critique est en rétrécissement aussi, du coup, on reste entre nous.
- On voit augmenter la surveillance sans fin
- Il y a un très gros risque d'asservissement

avec la convergence des biotech, des nanos et de l'informatique

- Il y a un lien entre croissance et endettement.
- Il y a la question du rapport de la puissance de nos outils livrés à la « nature » humaine.

2. Comment notre collaboration est-elle obtenue ?

- Par la publicité, le crédit, la tromperie, la sécurité, la peur, les habitudes, l'enseignement, ...
- Par le mythe du progrès, nous sommes passés d'un système dans lequel l'objectif était un meilleur sort pour la génération suivante, à un meilleur sort pour nous tout de suite. C'est la culture de l'égoïsme.
- Contrôle de plus en plus prégnant de l'état.

En conclusion, peut-on sauver la science du scientisme, la technique de la technologie, l'industrie de l'industrialisme ?

DÉBAT

- On retarde la collision avec des nouvelles applications tendant à être correctrices, mais plus dure sera la catastrophe. Il y a un gros décalage dans le temps entre une décision et ses conséquences concrètes. On voit le mur trop tard.
- Il y a un développement de la technoscience. Par exemple, autrefois, on n'avait que des scies, maintenant, on a des tronçonneuses.
- Pourquoi l'apparition de sociétés hiérarchisées ? Y a-t-il ou non une pulsion illimitée de puissance dans la nature humaine ?
- Notions de seuils qui encadrent, qui limitent, qui protègent aussi ?
- Quels enfants allons-nous laisser à notre terre ?

11h15 Interventions

Alain Gras

Le problème du choix, toutes les sociétés l'ont connu. De nombreuses sociétés ont refusé des « progrès » techniques. En ce moment, ici, la croissance porte le manteau du « progrès ». Nous avons toujours la possibilité de choisir. Il y a bien sûr quelque chose qui nous pousse,

mais nous pouvons toujours décider autre chose. Il n'y a pas de fatalité technique.

Le système industriel est un fait social total. Il est fondé sur des systèmes thermo-dynamiques. Les « manufactures » ont d'abord été des rassemblements d'artisans en un même lieu. Puis l'ingénieur est venu s'accaparer le savoir artisan. Ce dérapage n'était pas inscrit dans le marbre. A la chute de Napoléon, cette organisation a prévalu. Le train est arrivé à ce moment, l'industrialisme a accompagné le train. Nécessité des déplacements et philosophie de la vitesse. Vision importée du protestantisme (le 8ème jour, continuer l'œuvre de Dieu).

La thermo-industrie : délocalisation pour repousser les limites que la nature imposait à l'industrie. Le train va permettre de dépasser les limites naturelles. C'est seulement en 1900 que la puissance des machines installées est supérieure aux ENR (moulins, bateaux, traction animale). Les 2 guerres mondiales sont des victoires de l'industrie. Mécanisation. Les Trente glorieuses, c'est le pétrole. Nous sommes à un accident de l'histoire. Notre rapport au monde est médiatisé par la machine. Prédation dans la nature : pétrole, métaux, etc...

Conclusion : il faut essayer de penser pour ne pas être pris au dépourvu.

François Jarrige

La construction du consensus industrialiste.

Au début, c'était l'étonnement, la terreur, etc. Les religions et le capitalisme marchand vont donner naissance à l'industrialisme. Un discours spécifique qui va se cristalliser juste après Napoléon. Déplacement du sens du mot industrie vers la production.

Dans ce discours le paradis est sur terre, le salut ne viendra pas de la religion, mais des humains. Dans St Simon, la dimension utopique est très forte. C'est par l'industrie que les inégalités vont être combattues. Discours industrialistes des évêques, de la pensée capitaliste. Au début du 19ème siècle les industriels sont très mal vus : ils perturbent l'ordre social.

Il y a donc eu un travail de multiples acteurs pour produire ce consensus.

En face, il y a eu des nombreuses formes de résistance à l'organisation proposée par l'industrie :

- Auto-organisation quasi familiale dans l'usine,
- Casse des machines (luddites)
- Au départ, les mineurs sont des paysans qui viennent bosser à la mine en période creuse des travaux des champs, d'où tension pour trouver des ouvriers tout le temps.
- Dans le textile, les ouvriers préfèrent intensifier le travail à la maison plutôt que d'aller à l'usine.

L'arrivée de l'industrie marginalise le respect de l'environnement. On y revient maintenant. Les sociétés prè-industrielles avaient des régulations environnementales. La disparition de ces normes est la conséquence d'un premier libéralisme au début du 19^{ème}.

Conclusion faut-il sortir ou dépasser l'industrialisme ?

Les canuts voulaient maintenir leurs prix et le contrôle sur les productions face aux marchands qui voulaient délocaliser. Ils n'ont pas cassé les machines. C'était une organisation démocratique en lutte contre la dépossession des marchands.

DÉBAT

- Le salariat a été une invention très progressive au cours du 19^{ème}.
- Il y a eu lutte entre savoir ouvriers et capture de ces savoirs par l'ingénieur. Exemple, les pétrins mécaniques ont été inventés en 1820 et n'ont été mis en œuvre qu'un siècle plus tard. Même Raspail, a défendu les savoir faire artisan en justifiant la sueur des artisans dans le pain. La 1^{ère} guerre mondiale, et sa pénurie de main d'œuvre a largement facilité l'arrivée des machines.
- La notion d'aller à l'usine gagner quelque argent pour payer les impôts et diverses autres choses a été importante et a contribué à la diffusion de l'industrialisme.

Il n'y a pas de capitalisme sans transport au loin.

Thème 2 : Les alternatives à l'industrialisme, aux niveaux individuel et collectif

> *Quelles relocalisations mettre en œuvre, et comment, pour sortir de l'industrialisme ?*

Nicolas Muzi (ville en transition à Lyon)

Territoires en transition est né en GB, Rob Hopkins. Ce sont des habitants qui ont conscience de la crise écologique et qui imaginent un territoire résilient. (résilience : capacité d'un système à se rééquilibrer après un choc extérieur). Autogestion. Confrontation à différents pics (pétrolier, politique,...) action en direction des communautés. Prise de conscience. Action positive. Imaginer dans 20 ans comment vivre bien dans son quartier. Pragmatisme : être le spectateur objectif de son action. Inclusion. Convivialité. Le maximum de gens doivent pouvoir être admis. Méthode : par exemple rédiger un plan de réduction énergétique.

A Lyon, l'utopie, ce serait que le citoyen se réapproprie les sujets du quotidien.

DÉBAT

- Il y a des limites matérielles à notre action, mais pas de limites intellectuelles à notre imagination.
- La permaculture est une bonne idée
- L'agriculture urbaine est une bonne idée, à faire travailler par les urbanistes.
- Récupérer de la terre aux gros financiers, ça va pas être simple ;
- Arrêter la télé et le supermarché.
- L'échelle de la commune, c'est la bonne dimension
- Peut-on partir de la ville pour relocaliser ?
- Réparer, c'est aussi ne pas jeter le travail des autres
- Mais qu'est-ce qu'on a à échanger ? Tentative de lancer une monnaie locale
- Tisser des solidarités pour prévenir les coups et s'économiser la résilience.
- Ce sont à ceux qui sont dans le tertiaire à plus changer qu'à ceux qui sont dans le secondaire et dans le primaire

Dimanche 13 novembre

9h30 Plénière Synthèse par Sylviane Poulenard

A quoi s'opposer ?

- A l'imaginaire unique
- Au mythe du progrès
- A la biologisation des hiérarchies sociales
- Aux experts
- Au formatage des cerveaux.
- Aller contre les règles, normes, etc.. ; urbanisation totalisante, productivisme, hiérarchie, fonction réparatrice des femmes, consommation....
- Aller contre les institutions : télévisions, supermarchés, organisations centralisées,

Comment résister ?

- Résister avec les autres, lutter dans le cadre du travail
- Créer des nouveaux droits fondamentaux, se réapproprier l'espace public, mettre en œuvre le principe de précaution, intégrer les partis politiques
- Dépasser ses habitudes, dépasser ses peurs
- Socle commun de résistance par des décisions et du savoir faire en commun
- Donner du sens à nos activités autonomes : partager le travail, assumer sa place même sans travail.
- Prendre le temps de vivre, aimer, chanter, danser, etc...
- Savoir tirer profit non économique du présent.

Quelles difficultés ?

- Se défaire du carcan de l'industrialisme et du système. C'est un cadre qui bloque, l'impression d'être dans un labyrinthe.
- Problème du temps de travail qui bouffe la vie. Rythme aliénant : métro, boulot, dodo.
- Dépendance à un système : cadre, revenus, lobbies
- Difficultés pour prendre la parole, pour parler.
- Difficultés à sortir de l'entre soi.

Des pistes

- Laisser tomber l'attente du grand soir.
- La méthode du changement est importante puisque le changement est contenu dedans
- Développer la coopération, les réseaux, les nouvelles alternatives
- Retourner les systèmes et les technologies
- Veiller sur les instances de décision

DÉBAT

- Rester entre soi ou se taper la réalité ?
- Importance des réseaux, pour tuer l'entre soi.
- Lister, ne pas éviter nos désaccords
- Notre imaginaire est en complète corrélation avec ce dans quoi on vit
- Difficultés à discuter avec sa famille, des gens qu'on a pas choisis.
- Il y a la Coopération mais difficultés à gérer les désaccords..
- Lutter contre nos préjugés et savoir entendre une parole différente.
- Pas d'arrogance, pas de tentative de convaincre les autres
- Pas de tentative de convaincre, mais mettre en doute, semer le doute.
- Chercher à résoudre ensemble un problème, c'est un bon début.

11h15 Interventions puis débat

Bertrand Loir

- Hannah Arendt, « condition de l'homme moderne ». Elle divise le monde en trois parties 1) Travail du corps humain 2) l'œuvre 3) l'activité politique. Dans l'industrialisme tout est ramené au 1^{er} et se développe comme le premier.
- On est partis pour voir une société de travailleurs sans travail.
- Société de mise à distance, mythe du progrès. On devrait se poser la question de quoi allons-nous être privés plutôt que qu'est-ce qu'on va gagner, quand un truc arrive ?
- Les sociétés d'autrefois étaient des sociétés d'autonomie sans liberté, et maintenant nous avons la liberté sans l'autonomie.
- Autonomie / Autarcie (et débat sur le sens grec ancien...)

Se servir des outils de l'industrialisme pour s'en sortir, c'est comme marcher sur l'eau, sauf que ça doit être possible.

DÉBAT

- Question d'échelle : La grande taille est un inconvénient. Les liens sociaux sont également nécessaires. Mais ces deux sont insuffisants. Le travail et l'argent sont au centre des préoccupations.
- Il y a eu un échange entre communauté de base et émancipation apportée par l'industrialisme pour s'échapper de cette communauté de base.
- Quel type d'espoir est transmis par l'existence des partis ?

14h30-15h00 Plénière

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

par Jacques Julien

- Listons les vraies et les fausses contradictions
- Attention, les mots sont méchants : ils peuvent aboutir à des divergences inutiles. Capitalisme, raison, progrès, besoin, nature,
- Analyse de l'industrialisme : des produits préfabriqués, normalisés, vendus avec l'aide de la publicité, du crédit et de la mode.
- L'industrialisme est un accident de l'histoire : la concurrence tend à uniformiser, l'augmentation de la productivité provoque la misère et la pauvreté.
- Nous ne connaissons pas le caractère légal de cet industrialisme.
- La question des seuils est éclaircie par Illich. Science et Technique sont des supports de l'industrialisme mais pourraient être résolus d'une autre manière.

Les alternatives :

- « Plan de survie » de François Partant
- Prendre la bonne voie en allant vers des activités autonomes
- Eventail de choses issues du territoire, choix des populations
- Les choix sont toujours possibles, il n'y a pas de déterminisme

- Pas de modèle pré défini pour la démocratie
- Des machines simples sont possibles et disponibles ; la souveraineté alimentaire est une métaphore puissante de l'alternative.
- Retrouver ses liens avec ses milieux de vie
- Visiter le concept Illichéen du vernaculaire : alternative vernaculaire
- La communauté et l'œuvre selon Hannah Arendt sont des concepts à creuser.
- Sortons de l'industrialisme, redevenons paysans.

La ligne d'horizon enverra des messages pour la suite...

>> A Pont l'Évêque

La discussion peut avoir lieu sur la question des assurances, les certifications du type BDA, les mentions « reconnu Grenelle de l'environnement », etc.....partout où la qualité est invoquée au sens industriel du terme, c'est à dire quand il s'agit de faire juste ce qu'il faut pour être admis.

DÉBAT

Compte rendu résumé du colloque « sortir de l'industriel » organisé par la ligne d'Horizon, qui s'est déroulé en novembre à Lyon, où Alain, Nicolas et Vincent étaient présents.

Constat : Il y avait une cinquantaine de personnes à ce colloque alors qu'en 99, il y en avait au moins 500, pour un événement équivalent organisé par la Ligne d'Horizon.

Un peu d'histoire :

L'installation de l'industrie est un accident de l'histoire.

Défaite de Napoléon – Naissance du train par choix des donneurs d'ordre de délocaliser – Rassemblement des artisans – Fin du 18e : choix du charbon, puis avec la Guerre de 14/18, du pétrole – Guerre 14/18, 1ère importation de main d'œuvre pour la reconstruction après la guerre, De même après la seconde, 6 millions de logements à bâtir en France – Développement de la sidérurgie.

La puissance de la machine dépasse la puissance des énergies renouvelables seulement à partir de 1900.

Avant les machines, ce ne sont que les énergies renouvelables qui sont utilisées (le vent avec les bateaux ou les moulins, le bois c'est à dire le soleil, comme matière énergétique pour la cuisson ou la croissance des plantes, par exemple), ou la traction animale (chevaux, bœufs, ...) L'utilisation des chevaux produit le fumier qui est réutilisé dans le maraîchage des banlieues des villes. Des ceintures vertes sont vivantes partout. Tout autour de Paris, cela va jusqu'à générer « trop d'humus »... à l'époque production de 500 quintaux à l'hectare en maraîchage !!!

Formatage de l'imaginaire par la publicité : Qu'est qu'on gagne ?

Il faut inverser et regarder ce que l'on perd !!!

En 1820 : invention du pétrin mécanique, mise en place tardive après 1900, intuitivement et symboliquement on pense que le Bon Pain est celui qui inclut la sueur du boulanger.

Résistance des sociétés : Mouvement des Luddites (GB) et des Canuts (Lyon)

Ces artisans du textile cassent les nouvelles machines à tisser/filer et incendient les usines. L'industrialisation forcée les a contraints à abandonner leur mode de vie communautaire, fondé sur l'économie domestique, pour travailler comme salariés en usine, sous la dépendance d'un patron, à la merci du marché du travail...

Invention du transport, des normes de contrôle des productions, invention du travail salarié, dépossession du savoir faire, INVENTION DE L'HOMME MODERNE ! « Avant nous étions dans l'œuvre... ».

Le rapport d'énergie produite entre l'homme et le cheval était de 1 à 4 au mieux 8

La machine produit 100 fois/ 1000 fois jusqu'à 100 000fois plus !

Quel rapport de puissance entre la scie égoïne et le tracto-pelle !

Pourquoi les sociétés hiérarchisées ont-elles gagnées ?

Est-ce qu'on est capable de refuser une nouveauté (souvent nommée progrès) ?

«Quels enfants allons-nous laisser à notre terre ?»

Référence à Illich : Lire: «Energie et Equité »..

Culture de l'intérêt général en baisse et de l'intérêt individuel en hausse- Augmentation de la surveillance – Risque avec la croissance et l'endettement... Une collaboration basée sur la tromperie, le mythe du progrès. Gros décalage de temps entre décision politique et la mesure des conséquences de cette décision... lorsqu'il est temps de réagir il est trop tard.

Nous allons dans un mur mou...

Sortir de l'industrialisme c'est comme vouloir marcher sur l'eau... sauf que cela doit pouvoir être possible !

Questions :

Antoine : Quelles sont les pistes avancées pour sortir de ce système ?

Alain : Les intervenants du colloque sont des intellectuels... Il faut travailler sur des solutions pratiques. Les vrais pistes : Autonomie participative et collective - Coopération et autogestion représentent le minimum ; travailler sur la création collective est beaucoup plus essentiel – Reconstruire des solidarités, renouer des liens avec nos voisins et se servir de choses en commun (mutualiser) - Echanger avec des AMI(E)S et produire de la CONVIVIALITE - Recenser tous les réseaux - Reconquérir le droit de produire - d'auto-produire (potagers urbains, apiculture...); regarder du côté des villes en transition, des communautés agro-écologiques comme Longo Maï... se réapproprier toutes les valeurs et savoirs faire paysans perdus

Nicolas : Sur les échanges on retrouve beaucoup d'universitaires qui ont l'habitude de réfléchir entre eux. Ils auraient besoin de liens pour voir ce qui se passe sur le terrain. Après les trois jours de colloque, il n'a rien été décidé sur ce qui va se passer ensuite. Peut-être serait-il intéressant de travailler avec « la ligne d'horizon » pour se relier de façon transversale ?

Emmanuel : Il faut défendre la possibilité d'une coproduction alimentaire sur les quartiers, travailler sur le droit à produire. Les ventes de semence en 4 ans ont été multipliées par 10. Développer des actions maintenant sur des quartiers (ex : apiculture en haut d'immeubles...) Il faut reconquérir le droit à produire.

Antoine de Belgique : J'ai vécu sans électricité en communauté et en famille. Je voulais travailler manuellement. J'ai trouvé un vrai confort à vivre le plus simplement qui soit mais je suis pris dans le système.

Vincent : Est-ce que les démarches de ville en transition ne pourrait pas apporter une réponse ?

Alain : Il y a eu une intervention sur les villes en transition pendant le colloque. On a aussi évoqué des choses plus théoriques : Nous sommes passés d'une société d'autonomie sans liberté à une société de liberté sans autonomie. Comment inventer AUTONOMIE + LIBERTE ?

Trouver les moyens de coopérer ce qui veut dire accepter les conflits.

Il va falloir éviter de se retrouver en autarcie sans voir le reste du monde.

On a des outils de l'industrie (exemple l'ordinateur sur les genoux d'Alain), comment sort-ont de l'industrialisation en utilisant ces outils ?

Dominique Marie : La course à la valeur ajoutée : l'être humain a abandonné sa valeur ajoutée au bénéfice de l'entreprise et il faudrait que l'être humain se réapproprie cette valeur ajoutée.

JL : Dans BDA il y a des liens avec ville en transition.

Pierre : ce catalogue me fout les boules. On peut regarder d'un autre côté de la lorgnette car cela a toujours existé. Depuis 65 ans pas de guerre en France pas d'épidémie... Dans ce qui se passe un peu partout dans nos associations, il y a des choses intéressantes.

Jean louis : 737 entités maîtrisent 84% de l'économie mondiale. 1 personne dirige la vie de 100 millions d'humains. On est à un tournant. En 6 ans, l'écart entre riches et pauvres a augmenté de 30%.

VR : Il faut relire Ivan Illich. Il faut travailler sur le bon usage de l'outil, il ne faut pas que l'expert décide de cet usage. « Quand on a un marteau dans la tête, on voit des clous partout », Serge Latouche. Il y a eu des débats avec villes en transition, mais il y a une naïveté politique, une certaine ingénuité juvénile, leur côté « just do it » manque de réflexion, il faut réfléchir et mettre en perspective.

Nicolas : Ecobatir a gagné en vitesse de réaction entre nous avec les nouvelles technologies mais il a commencé sans internet et avec le facteur.

Alain : La problématique environnementale était très présente chez les Anciens (on se tenait à l'écart des activités toxiques, toutes les choses qui sentaient mauvais, étaient considérées comme mauvaises pour l'humain et repoussées loin de l'urbanisation) ; on essaye d'y revenir maintenant après une parenthèse non environnementale de 200 ans !

Diminuer le tertiaire, + de matière, de réel et de sueur !!!

